

l'appel des deux principales organisations syndicales de l'île, la Ceylon Federation of Labour, dirigée par notre camarade N. M. Perera, par ailleurs leader parlementaire de notre parti, et le Ceylon Democratic Congress, ayant une influence importante parmi les travailleurs tamils et indiens des plantations, plus d'un million de travailleurs se mirent en grève.

C'était la première grève politique du prolétariat ceylanais, le signe incontestable de sa maturité. Le gouvernement recula. Mais une nouvelle fois, comme cela s'était déjà produit avec le gouvernement de l'U.N.P., l'absence d'issue de la crise du pays dans le système bourgeois fit éclater le parti dirigeant et le gouvernement. Le premier ministre Bandaranayke, partisan d'une politique plus conciliatrice, tant à l'égard des minorités que du mouvement ouvrier, se trouva mis en minorité dans son propre parti, le S.L.F.P., au profit des courants les plus chauvins et réactionnaires conduit par Dahayanake. Le gouvernement qui, jusqu'alors, se donnait une apparence gauche grâce à la participation d'un groupe petit-bourgeois conduit par un transfuge de notre parti, Philip Gunawardene, et au soutien parlementaire du P.C., rejeta ces alliés qui n'avaient plus aucune

utilité pour l'application d'une politique ouvertement réactionnaire. Pour parachèver cette politique, il n'y avait plus qu'à faire disparaître le premier ministre Bandaranayke. Un moine bouddhiste lié aux milieux extrémistes du S.L.F.P. comme de l'U.N.P., ayant des accointances y compris dans le gouvernement et la police, s'en chargea d'un coup de revolver le 25 septembre dernier. Dahayanake devint premier ministre.

Mais les voies mêmes de son accession au pouvoir ajoutèrent à son impopularité. Il tenta de jeter un voile sur les conditions de l'assassinat de son prédécesseur. Animée par nos camarades, une campagne le contraignit à faire la lumière et cela aboutit à l'arrestation de son propre ministre de la santé... Tout ceci porta un coup extrêmement sévère à la politique raciste dont ces personnages avaient été les principaux animateurs, tout comme à l'autorité du parti gouvernemental. La dissolution du Parlement s'avéra dès lors indispensable. Mais dans cette nouvelle confrontation électorale, le parti dirigeant de la dernière législation a perdu l'essentiel de ses chances. Sa politique est totalement déconsidérée, ses rangs ont volé en éclats.

vernement et de leur refus de participer aux actions menées par les forces anti-gouvernementales.

Mais non seulement notre assise s'est élargie dans le prolétariat des villes, mais notre influence a crû considérablement parmi les employés et dans l'intelligentsia des villes et surtout parmi les travailleurs indiens des plantations et dans les rangs de la minorité tamile. Devant le « danger trotskyste », les bourgeois et petits bourgeois tentent de surmonter, sans y être encore parvenus, leurs propres divisions, fruits bien souvent de leur politique démagogique dans les questions raciales. La menace n'a d'ailleurs pas échappé aux impérialistes anglais et « The Economist » montrait le risque d'un gouvernement trotskyste à Ceylan.

En effet, seuls nos camarades, forts de l'appui des masses non seulement présentent la garantie de leur attitude passée mais encore un programme cohérent :

- nationalisation sans indemnité des grandes plantations, banques et compagnies d'assurances ;

- réforme agraire et planification de l'économie ;

- participation à la gestion des entreprises ;

- rupture avec le Commonwealth ;
- établissement de relations étroites avec les Etats ouvriers ;

- solidarité et soutien des combats des peuples coloniaux.

C'est là le programme d'un gouvernement ouvrier et paysan, de transition vers un gouvernement de démocratie pour le prolétariat et les paysans sans terre, et de dictature envers la bourgeoisie. L'application d'un tel programme ne peut manquer de susciter une résistance désespérée de la bourgeoisie alliée aux impérialistes. Aussi, dans sa session du 8 novembre dernier, le Comité Central du L.S.S.P. appelait les cadres du parti à se préparer pour faire face avec le prolétariat aux éventualités possibles :

- victoire électorale du Parti imposant la mobilisation extraparlamentaire des masses ;

- soulèvement armé pour empêcher l'instauration d'une dictature militaire-policrière, ultime recours de la bourgeoisie.

L'action des masses porte notre parti vers le pouvoir, notre parti est prêt à assumer ses responsabilités historiques. Et ses responsabilités dépassent largement le cadre de Ceylan. Les masses de tant de pays voisins comme l'Inde, comme l'Indonésie, comme le plus lointain Japon, cherchent aussi une solution à leur intolérable situation. Cette solution les partis « communistes » s'avèrent incapables de leur offrir. L'exemple ceylanais peut avoir dans tous ces pays un très grand retentissement. Il peut décupler non seulement les progrès importants accomplis dans ces dernières années par la IV^e Internationale dans ces régions, mais aussi à une échéance un peu plus lointaine, ceux marqués par nous dans les pays coloniaux et semi-coloniaux d'Amérique latine et d'Afrique.

L. COLLONGES.

LES ELECTIONS DU 19 MARS 1960 : CLASSE CONTRE CLASSE

Dans les prochaines élections du 19 mars, plus de vingt partis ou formations présentent des candidats. Deux seulement peuvent prétendre au gouvernement : l'ancien parti bourgeois l'U.N.P. et notre parti le L.S.S.P. De la multitude des partis bourgeois et racistes, seul se présente comme un parti national et cohérent l'U.N.P. A gauche, le groupe de Philip Gunawardene a certes quelques appuis dans les campagnes mais ne peut nullement prétendre à autre chose qu'à un appui temporaire, électoral et limité à quelques secteurs. Les appuis qu'il a pu avoir parmi les dockers de Colombo ont disparu du fait de sa participation et de son appui au gouvernement bourgeois sortant. De la même façon, le Parti Communiste a vu diminuer le peu d'influence qu'il s'était acquise. Nous en faisons mention, non pas en tenant compte de son importance dans la vie politique et sociale de Ceylan, mais bien pour opposer la pratique capitularde et

sottement réformiste d'un parti dit communiste dans une situation révolutionnaire et la politique communiste de la section de notre Internationale.

Notre parti qui le premier organise les masses dans l'île, qui prit une part très importante dans la lutte pour l'indépendance s'avère de plus en plus aux yeux des masses ceylanaises comme le seul capable de satisfaire leurs aspirations. Le L.S.S.P. depuis 25 ans a vu peu à peu se renforcer son assise dans les masses. La Ceylon Federation of Labour a une influence largement prédominante dans le secteur privé, cependant que l'Union des Fonctionnaires (G.C.S. U.) rassemble l'essentiel du secteur public sous la direction de notre camarade Tampoe, membre du Bureau Politique du L.S.S.P. et candidat pour les prochaines élections, à Colombo. Les organisations staliniennes déjà fort minoritaires ont vu leur influence décroître encore au travers de leur soutien du gou-

TABLEAU 4

Population de Ceylan en 1953

Population totale (sauf les Indiens)	8.098.637
Cinghalais	5.621.332
Tamils	908.705
Maures (d'origine arabe)	468.146
Malais (d'origine)	28.736
Burger (d'origine portugaise et hollandaise)	43.916

(En plus il faut compter plusieurs centaines de milliers de travailleurs indiens des plantations, à qui est dénié le droit de citoyenneté.)